



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE

MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

N° 7 – 20 Octobre 2022

En bref

Selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), la croissance du PIB mexicain devrait atteindre 1,1 % en 2022. Cette projection est la plus pessimiste pour le Mexique, le FMI prévoyant une croissance du PIB de 1,2 %, la CNUCED de 1,4 %, la Banque mondiale et l'OCDE de 1,5 %. La CEPALC justifie son pessimisme par le faible dynamisme des États-Unis, principal partenaire commercial et première source de transferts de fonds du pays, affectant à la fois le secteur extérieur et la consommation privée.

LE CHIFFRE À RETENIR

1,1 %

Prévision de croissance de l'économie
mexicaine pour 2022 de la CEPALC

Zoom sur

Cinq ans après la mise en place de l'Union douanière centroaméricaine, l'amélioration de la mobilité intrarégionale apparaît toujours essentielle. Le Secrétariat pour l'Intégration Economique de l'Amérique centrale (SIECA) a présenté les résultats de l'évaluation des processus d'intégration implémentés dans la région, au forum « Les avantages de l'Union douanière centraméricaine ». La région bénéficie aujourd'hui d'une zone de libre-échange pour 99,9% des produits régionaux et dispose d'un tarif extérieur commun harmonisé à 93%. Désormais, l'amélioration des infrastructures, l'innovation dans la mobilité des transports terrestres, maritimes et aériens ainsi que la digitalisation (processus appuyé par l'Union Européenne) seront les principaux défis de l'Union douanière pour renforcer le processus d'intégration régionale.

Mexique

1. ECONOMIE

Après deux mois consécutifs d'expansion, l'économie mexicaine a ralenti en septembre 2022. Selon l'Institut national de statistiques (Inegi), l'indicateur d'activité économique n'aurait enregistré aucune variation par rapport au mois précédent. Le secteur tertiaire, comprenant les services, enregistre une baisse de 0,1 % (g.m) en septembre, tandis que l'industrie manufacturière n'affiche aucune variation mensuelle. Cependant, en glissement annuel, le Mexique aurait connu une croissance de 3,3 % en septembre.

Le gouvernement mexicain exempte 78 postes tarifaires de droits d'importation afin de lutter contre l'inflation. Parmi les produits exemptés, on retrouve notamment des produits alimentaires de tout type (viande, céréales, riz, et fruits et légumes). Cette exonération fait notamment partie du Paquet contre l'inflation (PACIC) et sera en vigueur jusqu'au 28 février 2023, avec la possibilité d'être prolongée jusqu'au 31 décembre 2023.

Selon Bloomberg economics, le dynamisme de l'économie mexicaine étant fortement dépendant de l'état de santé de l'économie étatsunienne, si celle-ci tombe en récession en 2023, scénario jugé très probable par Bloomberg, le Mexique pourrait connaître lui aussi une contraction de son économie en 2023. En effet, les politiques monétaires restrictives menées aux Etats-Unis pour contrôler l'inflation pourraient mener l'économie étatsunienne vers une récession, entraînant avec elle celle du Mexique au second semestre 2023. Néanmoins, la récession annoncée pourrait être de courte durée et le Mexique retrouverait rapidement une croissance positive en 2024.

Le vice-gouverneur de la Banque centrale mexicaine (Banxico) Gerardo Esquivel a annoncé le début du découplage des décisions de

politique monétaire mexicaine vis-à-vis de la Fed.

En effet, le Mexique a commencé son cycle de hausse des taux d'intérêt directeur plus tôt que la Fed et a également un objectif d'inflation légèrement plus élevé que celui des Etats-Unis, ce qui conduirait à une convergence plus rapide vers la cible d'inflation de Banxico. Pour rappel entre juin et septembre 2022, Banxico a procédé à trois hausses de taux consécutives de 75 points de base, correspondant à l'ampleur des hausses opérées par la Fed au cours de la même période, afin d'éviter que d'importants écarts de taux ne déclenchent de brusques sorties de capitaux. Des divergences au sein du *Board* se font pour autant sentir concernant le rythme des futures hausses de taux d'intérêt et sur le moment où le cycle de resserrement devrait se terminer. A noter que l'inflation au Mexique semble avoir atteint un pic dans la seconde moitié du mois d'août. Si les prix à la consommation devaient décélérer de manière plus significative l'année prochaine, le processus de désinflation serait "long, lent et prendra plus de temps que prévu" selon le vice-gouverneur.

La Gouverneure adjointe de Banxico, Irene Espinosa a exhorté la Banque Centrale à publier des orientations claires sur les taux d'intérêt.

Outre le renforcement de la crédibilité de la banque centrale, la publication d'une projection de la direction que prendra la politique monétaire, ou "*forward guidance*" permettrait de guider de manière plus efficace les attentes concernant la trajectoire du taux de référence. La communication est un élément crucial de la politique monétaire. Fournir des orientations sur la poursuite de l'augmentation des taux de référence et l'ampleur des hausses évaluée à chaque Conseil des gouverneurs, permettrait de rappeler les intentions de la banque centrale de manière transparente, dans le cadre de son mandat pour maintenir une inflation basse et stable.

Le Mexique devrait allouer 126 Mds USD pour faire face au changement climatique et atteindre son objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre de 22 % d'ici à 2030, dans le cadre de l'accord de Paris. Adolfo Pastor, conseiller de la Commission du budget et des comptes publics a déclaré que les dépenses fonctionnelles pour la protection de l'environnement devraient

augmenter de 4,3 % (g.a) en 2023. Malgré la croissance des dépenses prévues pour 2023, celles-ci restent aux niveaux observés en 2019.

La production nationale de gaz naturel a augmenté de 11,2 % (g.a) au cours des sept premiers mois de l'année. Il s'agit de la première augmentation de la production d'une année sur l'autre, en 11 ans. Toutefois, malgré la hausse de la production, le niveau atteint ne dépasse pas les niveaux enregistrés sur la même période en 2019. Quant aux importations de gaz, équivalent à 2,3 fois la production du pays, elles ont enregistré une baisse de 2,5 % (g.a) sur la même période. En une décennie, la consommation de gaz naturel pour la production d'électricité au Mexique a triplé.

2. FINANCES PUBLIQUES

Selon le FMI, en 2024, la dette publique mexicaine atteindrait environ 60 % du PIB, les recettes publiques seraient proches de 24 % du PIB et le déficit de 2,7 % du PIB. Le Fonds estime que cette année le Mexique enregistrera un déficit public équivalent à 3,8 % du PIB, celui-ci sera progressivement réduit à 2,7 % du PIB en 2024, ce qui achèvera une trajectoire descendante par rapport au pic atteint en 2020 (4,4 % du PIB). Les recettes publiques retrouveraient les niveaux enregistrés en 2016 et 2017, lorsque les premiers effets positifs de la réforme budgétaire sont apparus (autour de 24 % du PIB). Quant à la dette publique, elle atteindrait cette année 56,8 % du PIB, mais se trouverait sur une pente ascendante et fluctuerait autour de 59 % en 2023 et 2024, un niveau largement inférieur à la moyenne des pairs émergents du Mexique (65,1 % du PIB). Les experts du FMI ont précisé que cette tendance à la baisse de la balance des comptes publics mexicains trouve son origine dans le soutien fiscal moins important déployé par le gouvernement pendant la pandémie.

Le Mexique disposerait d'un programme de couverture pétrolière pour 2023 qui protégerait les revenus du pays dans le cas où le prix du baril de pétrole se retrouverait inférieur au prix budgétisé par le gouvernement (soit 68,7 USD). Le programme devrait coûter 1 Md USD, couvrant entre 200 et 300 millions de barils. Si cette couverture sert d'assurance contre la chute des prix, elle peut également générer des rendements. En 2015, elle a rapporté 6 Mds USD au Mexique, et en 2020 près de 2,38 Mds USD.

Les députés de la Commission des finances ont approuvé l'avis du projet de loi fédérale sur les recettes publiques pour 2023, qui devrait être voté prochainement à la Chambre des députés. Gabriel Yorio, sous-secrétaire du ministère de l'économie, affirme que la discipline budgétaire sera maintenue en 2023, sans augmenter ni créer de nouveaux impôts.

Le Ministère des finances annonce une subvention sur le carburant, pour la semaine du 15 au 21 octobre, ayant pour objectif de lutter contre les hausses de prix. Cette mesure budgétaire s'appliquerait sur trois combustibles (le diesel, le supercarburant, et l'essence Magna), ce qui signifie que les consommateurs ne paieront pas l'impôt spécial sur la production et les services (IEPS), couvert par le gouvernement à 100 %. Ce stimulus couvrirait déjà 100 % de la taxe pour le diesel depuis le 5 mars 2022, il passera de 92,4 % à 100 % pour l'essence Magna et de 76,9 % à 100 % pour le supercarburant. Selon le gouvernement fédéral, sans les mesures budgétaires sur l'essence, l'inflation serait de 14 % (g.a).

3. ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

La sous-secrétaire au commerce extérieur, Luz Maria de la Mora, devrait quitter prochainement son poste, privant momentanément le Mexique d'un négociateur dans les différends énergétiques du T-MEC. L'éventuel départ de la sous-secrétaire au commerce extérieur

remettrait en cause la poursuite des négociations dans le cadre du processus de consultation T-MEC avec les Etats-Unis et le Canada.

Sur les sept premiers mois de l'année, Petroleos Mexicanos (Pemex) a enregistré une augmentation de 45,2 % (g.a) de ces ventes de diesel dans tout le pays. C'est dans les Etats du Nord-Est du pays (Chihuahua, Nuevo Leon, Coahuila, Durango et Tamaulipas), plus industrialisés, que les ventes de diesel ont enregistré la croissance la plus élevée avec + 136,2 % (g.a). Le diesel est particulièrement consommé par le secteur du transport de marchandises.

4. Indicateurs Change, Bourse et Pétrole

| Indicateurs | Variation hebdomadaire | Variation sur un an glissant | Niveau le 20/10 |
|------------------------|------------------------|------------------------------|------------------|
| Bourse (IPC) | 1,18% | -11,8% | 46 217,44 points |
| Change USD/MXN | 0,60% | -0,77% | 20,11 |
| Change EUR/MXN | 1,34% | -16,28% | 19,66 |
| Prix du baril mexicain | -6,29% | +2,07% | 77,47 |

Amérique centrale

1. GUATEMALA

La Commission des finances augmente de 1,6 Md GTQ le projet de budget pour 2023. Après avoir évalué le projet de budget 2023, la Commission des finances a donné un avis favorable au projet de loi et a relevé le plafond budgétaire de plus de 300 M USD. Ces fonds supplémentaires seront répartis entre le Ministère des communications &

infrastructures, celui de l'éducation et celui de la santé.

2. HONDURAS

L'envoi de remesas au Honduras a augmenté de 20,4 % (g.a) sur les trois premiers trimestres de l'année. Environ 84 % des transferts de fond ont été envoyés par des Honduriens ayant émigré aux Etats-Unis, 9,9 % vivant en Espagne, 2,8 % se trouvant au Canada et 1,2 % au Mexique selon la Banque Centrale du Honduras. Près de 70 % des Honduriens de l'étranger envoient en moyenne 530 USD par mois pour soutenir leurs proches, somme utilisée à 80 % pour des dépenses alimentaires, de santé et d'éducation. Les remesas représentent aujourd'hui 20 % du PIB du Honduras et une entrée de dollars supérieure à celles des principaux produits d'exportation, comme le café, dans sa balance courante.

3. EL SALVADOR

Près de 2,5 Mds USD ont été investis pour augmenter la production d'électricité au Salvador au cours de la dernière décennie. Le mix électrique du pays a évolué notamment grâce aux investissements conséquents d'entreprises telles que le Français Neoen. Le groupe a investi 300 M USD depuis 2014, soit 12 % du total des investissements en énergie recensés sur la période, en installant quatre centrales solaires. Entre janvier et juillet de cette année, l'électricité produite dans le pays a atteint 3 699,3 GWh, selon le dernier rapport statistique de l'Unité des transactions (UT), soit une hausse de 19,3% (g.a.) permettant à El Salvador d'avoir une réserve énergétique capable de répondre à sa demande intérieure en électricité et même d'exporter ponctuellement sa production, comme cela a été le cas cet été.

4. NICARAGUA

L'Union Européenne (UE) renouvelle pour un an les sanctions à l'encontre de 21 fonctionnaires nicaraguayens. Le Conseil de l'Union européenne

a prorogé d'un an les sanctions à l'encontre de 21 fonctionnaires (dont la vice-présidente et première dame Rosario Murillo) et de trois institutions du gouvernement de Daniel Ortega. Ces sanctions, désormais en vigueur jusqu'au 15 octobre 2023, comprennent un gel des avoirs et une interdiction pour les citoyens et les entreprises de l'UE de mettre des fonds à disposition des personnes et entreprises visées. Les personnes physiques sont également soumises à une interdiction de voyager qui les empêche d'entrer ou de transiter au sein de l'UE. La mesure fait suite à la décision unilatérale du gouvernement nicaraguayen d'expulser du pays l'ambassadrice de l'UE, Bettina Muscheidt, intervenue le 1er octobre dernier.

5. PANAMA

La Banque nationale du Panamá (BNP) a indiqué qu'elle disposait d'un portefeuille de 6 Mds USD, soit 1 Md USD de plus que l'année dernière à la même période, confirmant une augmentation significative de la liquidité de 22 %.

Les exportations panaméennes ont totalisé 2,47 Mds USD entre janvier et août 2022. Ce résultat représente une hausse de 9 % par rapport aux exportations de la même période l'an dernier. Près de 76,5 % de ces exportations sont des exportations de cuivre, permises par l'activité minière entrée en fonctionnement en 2020.

6. COSTA RICA

Dans le cadre des débats sur le budget 2023, les députés souhaitent réduire le remboursement de la dette d'environ 51,4 M EUR en 2023. L'objectif serait de rediriger une partie de la charge de la dette vers (i) le financement des associations de développement (33 M EUR), (ii) le paiement de la part de l'impôt sur les carburants prévu par la loi de simplification et d'efficacité fiscale pour les municipalités (16,3 M EUR) et (iii) le financement des achats du ministère des travaux publics et des transports (800 000 EUR).

Selon l'Institut national de la statistique et du recensement (INEC), l'indice des prix à la consommation a enregistré en septembre un recul historique de 0,95 % par rapport à août 2022. Cette baisse, la première depuis 15 mois, est la plus forte enregistrée depuis 39 ans au Costa Rica. En septembre, l'inflation en glissement annuel, serait de 10,4 % alors qu'en août, elle était de 12,1 %.

Caraïbes

1. CUBA

Cuba franchit le seuil du million de touristes en 2022. Entre janvier et septembre 2022, Cuba a accueilli 1,5 millions de touristes étrangers, soit 5,5 fois plus qu'en 2021 pour la même période. D'après les autorités cubaines, les touristes en provenance du Canada sont les plus nombreux à visiter l'île avec plus de 324 200 visiteurs, suivi par les résidents cubains à l'étranger (240 197 visiteurs). Les russes, premiers touristes sur l'île en 2021, sont maintenant placés en sixième position, en conséquence, sans doute, de la guerre en Ukraine et de l'annulation temporaire des vols des compagnies russes vers Cuba. Par ailleurs 32 081 touristes français ont été comptabilisés, soit une augmentation de près de 1300 % par rapport à l'année 2021.

2. CARAIBE ORIENTALE

Lors de la réunion ministérielle de l'Accord de partenariat économique UE-Cariforum à la Barbade, la Commission Européenne a annoncé apporter son soutien avec une contribution de plus de 800 M EUR jusqu'en 2027. Avec le déploiement de trois partenariats « Accord Vert », « Résilience Économique et Commerce » et « Gouvernance, Sécurité et Développement humain », l'Union Européenne étend sa stratégie Global Gateway aux 16 pays de la zone.

3. TRINITE ET TOBAGO

Le Ministre des Finances a présenté un budget sur les thèmes de la « résistance et stabilité face aux défis mondiaux » de 850 M USD pour l'année budgétaire 2022-2023. Ce budget s'appuie sur une projection de 222 M USD de déficit pour 2022, une croissance du PIB de 2 % en 2022 et des cours de référence des matières premières, dont le pays dépend, fixé à 92,50 USD le baril de pétrole brut et à 6 USD le mmbtu de gaz.

4. SAINTE-LUCIE

Le Premier Ministre Philip J. Pierre a présenté au Parlement une réforme fiscale visant à exempter d'impôt sur le revenu les Saint-luciens gagnant moins de 25 000 XCD par an (soit environ 9 400 EUR). Environ 15 000 contribuables devraient bénéficier de cette réforme qui sera mise en œuvre le 1er janvier 2023, ce qui représente environ 14 M XCD (5,25 M EUR) d'économie pour ces ménages.

5. REPUBLIQUE DOMINICAINE

L'industrie du ciment a contribué à hauteur de 781 M USD à l'économie dominicaine en 2021. Selon l'étude économique "L'impact de

l'industrie du ciment sur l'économie dominicaine" élaborée par le cabinet Despradel y Asociados, l'industrie du ciment contribue à hauteur de 0,8 % au PIB, et a créé également 1 976 emplois directs et environ 28 000 emplois indirects. Selon le président de l'Association dominicaine des producteurs de ciment (Adocem), Félix González, cette contribution pourrait être affectée par la crise économique et sociale en Haïti, puisque 70 % des exportations de ce sous-secteur de la construction sont destinées au pays voisin.



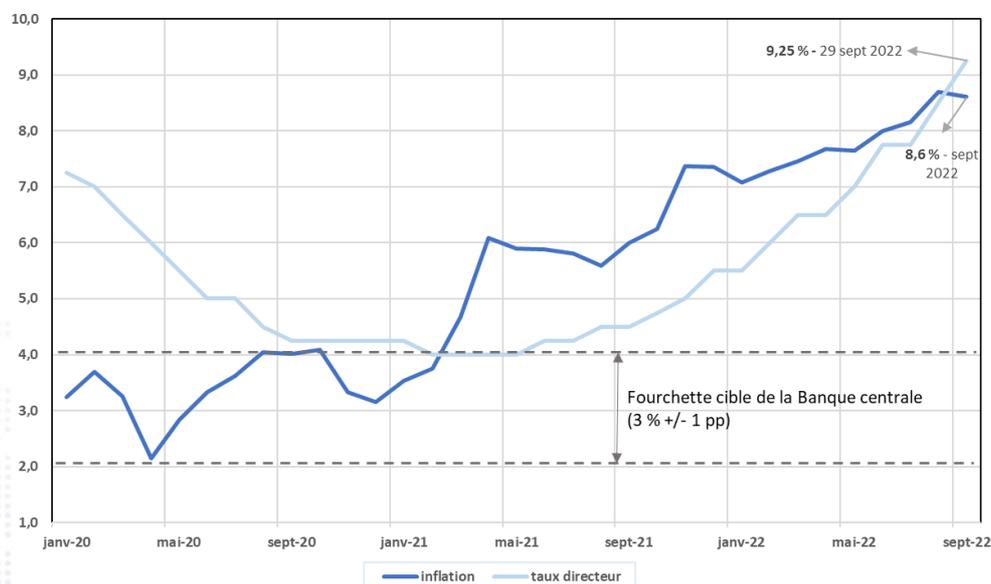
Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

| Pays | Population (millions d'hab., 2022) | Pib réel (Mds USD, 2022) | Croissance du PIB 2019 | Croissance du PIB 2020 | Croissance du PIB 2021 | Prévision FMI 2022 | Prévision FMI 2023 | Dettes publiques (% PIB, 2022) | Inflation (e.o.p 2022, FMI) | Taux d'intérêt directeur |
|------------------------|------------------------------------|--------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|--------------------|--------------------|--------------------------------|-----------------------------|--------------------------|
| Mexique | 130,118 | 1 424,5 | -0,2 % | -8,1 % | +4,8 % | +2,1 % | +1,15 % | 56,8 % | +8,5 % | 9,25 % |
| Belize | 0,44 | 2,676 | +4,5 % | -13,7 % | +16,3 % | +3,5 % | +1,9 % | 76,3 % | +8 % | 2,25 % |
| Costa Rica | 5,232 | 68,5 | +2,42 % | -4,05 % | +7,8 % | +3,81 % | +2,9 % | 67,6 % | +9,5 % | 7,5 % |
| Guatemala | 18,713 | 91,32 | +4 % | -1,76 % | +7,98 % | +3,41 % | +3,2 % | 30,1 % | +8,04 % | 3 % |
| Honduras | 10,294 | 30,6 | +2,65 % | -8,96 % | +12,5 % | +3,4 % | +3,54 % | 47,6 % | +11 % | 3 % |
| Nicaragua | 6,612 | 15,7 | -3,78 % | -1,8 % | +10,35 % | +4 % | +3 % | 47 % | +10 % | 5,5 % |
| El Salvador | 6,551 | 31,9 | +2,44 % | -8,2 % | +10,3 % | +2,64 % | +1,7 % | 82,6 % | +6 % | n/a |
| Haïti | 12,065 | 20,2 | -1,68 % | -3,34 % | -1,80 % | -1,2 % | +0,5 % | 23,1 % | +31,5 % | 10 % |
| Jamaïque | 2,743 | 16,1 | +0,97 % | -10,05 % | +4,6 % | +2,81 % | +3 % | 86,2 % | +9,5 % | 6,5 % |
| Panama | 4,395 | 71,1 | +2,98 % | -17,95 % | +15,34 % | +7,52 % | +4 % | 55,6 % | +4,4 % | n/a |
| République Dominicaine | 10,632 | 112,4 | +5,05 % | -6,72 % | +12,26 % | +5,25 % | +4,5 % | 58,3 % | +6,9 % | 8 % |
| Cuba | 11,2 | 22,7 | -0,2 % | -10,9 % | +1,3 % | 3,2 % (EIU) | n/a | 168 % (EIU) | +300 % | n/a |

Source : FMI, World Economic Outlook, Octobre 2022

- Annexe Graphique – Mexique –

Inflation mensuelle (g.a, %) et taux d'intérêt directeur (%)



Evolution du taux de change USD/MXN



Montant des réserves internationales (en M USD)

